

1 octobre 2018

## Mise à jour concernant le registre UBO: Échéance pour se conformer postposée au 31 mars 2019

Deux récentes notes d'information juridique portaient sur la nouvelle obligation légale d'enregistrer les données de bénéficiaires effectifs (*Ultimate Beneficial Owners* - UBO) dans le registre UBO pour [les sociétés](#) et pour [les associations sans but lucratif et fondations](#).

Alors que les dirigeants des sociétés, associations sans but lucratif et fondations devaient initialement enregistrer leur bénéficiaires effectifs à l'Administration générale de la Trésorerie pour le 30 novembre 2018, l'Administration a récemment postposé l'échéance pour se mettre en conformité au 31 mars 2019. Ceci laissera un délai supplémentaire afin de prendre les mesures nécessaires pour enregistrer les bénéficiaires effectifs. Les données nécessaires doivent être enregistrées via la plateforme en ligne [MyMinfin](#). Cette plateforme est devenue opérationnelle le 28 septembre 2018 pour les mandats internes des redevables de l'information. Elle le sera pour la fin du mois d'octobre 2018 pour des mandats à des tiers externes aux redevables de l'information.

Par ailleurs, l'Administration publiera prochainement une note-guide pour chaque catégorie d'utilisateur.

**Pour toute question, n'hésitez pas à contacter les personnes suivantes:**

[Hubert André-Dumont](#), Associé: [handredumont@mcguirewoods.com](mailto:handredumont@mcguirewoods.com)

[Timothy Speelman](#), Associé: [tspeelman@mcguirewoods.com](mailto:tspeelman@mcguirewoods.com)

[Frederick Geldhof](#), Collaborateur: [fgeldhof@mcguirewoods.com](mailto:fgeldhof@mcguirewoods.com)

[Nathalie Locht](#), Collaboratrice: [nlocht@mcguirewoods.com](mailto:nlocht@mcguirewoods.com)

McGuireWoods marketing communications are intended to provide information of general interest to the public. Marketing communications are not intended to offer legal advice about specific situations or problems. McGuireWoods does not intend to create an attorney-client relationship by offering general interest information, and reliance on information presented in marketing communications does not create such a relationship. You should consult a lawyer if you need legal advice regarding a specific situation or problem.

Contents © 2018 McGuireWoods LLP.